

SOMMAIRE

Page 1

L'envolée de la Région.

L'alerte du CESER.

Page 2

La voix des Départements.

Le G.6 fait un brin de "Cousette".

Page 3

Le retour des CCI métropolitaines.

Le RolloN s'étend.

Page 4

Le Mont-Saint-Michel, c'est lent...

GTM : "jeunes, on vous veut !".

L'alerte du CESER.

Présidé par Jean-Luc Léger, un homme discret, le CESER Normandie fait régulièrement entendre "sa petite musique" pour enrichir la partition régionale et informer le chef d'orchestre.

- C'est une petite musique toujours différente, très utile à la bonne appréciation des actions et projets de la Région : le CESER joue ici son rôle d'éclaireur de garde-fou.

Déficit et petites lignes ?

À propos de la politique ferroviaire d'Hervé Morin (achats des trains Omnéo et transferts des trains intercity en 2020), il vient de lancer une première alerte : "avec le transfert des intercity, la Normandie héritera d'un déficit d'exploitation annuel de 25 M€ qu'il faudra bien financer..." Comment faire ? Là est la question.

- La Région travaille sur des gains de productivité et une rationalisation de l'offre. Cela va-t-il se traduire par une fermeture de guichet (comme à Villedieu ou Avranches) ou à une réduction des dessertes (comme entre Granville et Rennes) ? Le CESER tire le signal d'alarme.

- Citation : "la question de l'avenir des petites lignes, pour lesquelles la SNCF n'investira plus et qui sont nombreuses dans notre région, est donc posée".

L'envolée de la Région.

• Les dépenses s'accroissent rapidement.

Le Conseil régional de Normandie va se réunir à Caen, ce lundi 17 décembre avec, à l'ordre du jour, le vote du budget 2019, la "Silver économie", la prise de contrôle de la SHEMA et le projet de SRADDET.

- Le budget est le "gros morceau". L'expression est appropriée puisque le poids financier de la collectivité s'accroît - 2 Md€ de budget en 2019 contre 1,78 Md€ cette année - une augmentation qui s'explique par l'envolée des dépenses d'investissements : 763 M€ contre 530 M€. Cette envolée de 44% était attendue, Hervé Morin n'ayant jamais caché sa volonté de passer la surmultipliée pour mettre en œuvre ses politiques ; plus que jamais, la Région est l'investisseur public numéro 1 du territoire normand.

Mon commentaire : sur le papier, la Région a les reins solides. Même si sa dette augmente pour financer l'investissement (458 M€ au 1^{er} janvier 2019 contre 428 un an plus tôt), elle conserve une capacité de désendettement inférieure à 3 ans que toutes les autres Régions françaises lui envient. Selon toute vraisemblance, le rapport d'observation de la Chambre régionale des comptes qui sera bientôt publié sur la gestion de la collectivité confirmera cette solidité. Toutefois, les Conseillers économiques et sociaux s'interrogent sur l'ampleur de l'envolée : "les dépenses grimpent, les recettes suivront-elles ?" ; leur message est clair : "pourvu que ça dure !" (Voir si contre.)

• La Région des trains.

La forte hausse des dépenses d'investissement résulte surtout de la politique ferroviaire d'Hervé Morin. En 2019, la Région va assumer le pic des paiements des 40 rames des trains intercity qu'elle a commandées ; les transports deviennent ainsi le premier poste budgétaire de la collectivité puisque 797 M€ leur seront consacrés, 39% du budget !

Viennent ensuite :

- La formation professionnelle et l'apprentissage : 320 M€ (16% du budget).
- Les services généraux (avec les frais de personnel notamment) : 258 M€ (13%).
- L'enseignement : 195 M€ (9,7%).
- L'action économique : 154 M€ (7,6%).
- La culture, les sports et les loisirs : 80 M€ (4%).

Tous les autres postes apparaissent "secondaires ou marginaux". C'est le cas de "l'aménagement des territoires" (42 M€) et, plus encore, de "l'environnement" dont les actions sont faiblement dotées - 17,6 M€ soit 0,9% du budget. Les élus Verts du Conseil régional ont évidemment réagi en proposant un plan d'action ambitieux "en faveur d'une transition énergétique et écologique juste et solidaire".

Mon commentaire : le poids des transports déséquilibre tout ; la Normandie est en train de devenir la "Région des trains", c'est le pari d'Hervé Morin.

Françoise Boscus-Galasso.

DGA. du Crédit-Agricole Normandie Seine, Françoise Boscus-Galasso succède à Gérard Giry-Deloison (Société Générale) comme présidente du comité régional des banques de Normandie.

- Ce comité rassemble toutes les banques de la région qui représentent 1 345 agences, 12 000 salariés et 79,3 Md€ de crédits distribués.

Le nom du préfigurateur.

C'est ce lundi 17 décembre qu'on devrait connaître le nom du "préfigurateur" qui pilotera la fusion des ports de Havre, de Rouen et de Paris.

- Le meccano technique, juridique et financier est compliqué et deux ans sont prévus pour aboutir.

Rendez-vous le 1er janvier 2021.

Bientôt "le Grand Havre".

La communauté urbaine du Havre sera officiellement créée le 1er janvier prochain.

- C'est la dernière ligne droite pour Luc Lemonnier (CODAH), Didier Sanson (Caux Estuaire) et Florence Durande (CC. du canton de Criquetôt l'Esneval) qui sont en train de procéder aux ultimes réglages.
- Le premier conseil communautaire se réunira le 15 janvier. Luc Lemonnier se présentera à la présidence ; on peut parier qu'il sera élu.

Retenons que le premier budget devrait être voté mi-février.

Karine Génicot.

"Il n'y a pas de grande région sans grande culture", c'est la conviction de Karine Génicot (l'ancienne directrice de Normandie Magazine) qui vient de créer l'association "Les amis des artistes de Normandie".

- Ambition : "être la passerelle entre le monde artistique et le monde économique".
- Plusieurs responsables d'entreprise l'ont rejointe comme Yvon Gervaise ou Christian Boulocher.

Contact :

amis.artistes.normandie@gmail.com

Fêtes de fin d'année

Votre Chronique de Normandie ne paraîtra pas entre Noël et le jour de l'an

Rendez-vous le 7 janvier pour une nouvelle année riche en rebondissements...

Posture rassurante.

Jean-Léonce Dupont : la voix des Départements...

Président du Conseil Départemental du Calvados, Jean-Léonce Dupont cultive son image d' élu rassurant, capable de surmonter les imprévus en les "prévoyant", pour être au rendez-vous des responsabilités qui sont les siennes. En Normandie, aux côtés de l'État et de la Région, il est devenu "la voix des Départements", l' élu référent qui défend toujours les prérogatives de sa collectivité, tout en faisant le pari de "la bonne intelligence" pour agir, si possible, de façon concertée avec ses partenaires institutionnels. En Normandie, Jean-Léonce Dupont est un homme d'expérience écouté qui navigue souvent à contre-courant des discours dominants sur la pertinence des couples "Métropole/Région".

Priorité à l'investissement.

La semaine dernière, il a présenté le projet de budget 2019 qui sera voté par sa majorité début février. "Notre département est l'un des mieux gérés de France, répète-t-il, nous n'augmenterons toujours pas les impôts locaux..." C'est rassurant.

- L'an prochain, le budget du Calvados s'élèvera à 760 M€, dont 130 M€ pour l'investissement contre 110, l'an dernier. Jean-Léonce Dupont veut encore aller plus loin : 150 M€ en 2020, ce serait bien, "si l'environnement économique se maintient". On connaît ses priorités, ce sont celle du PPI 2016 (Plan pluriannuel d'investissement) décliné par secteurs : collèges, routes, ports, EHPAD, THD, contrats de territoire...

- Retenons que 3 grands projets routiers seront programmés pour 29 M€ : le remplacement du pont de Colombelles, l'amélioration de la liaison Caen-Flers, la rectification des virages de Trutemer-le-Grand.

Aujourd'hui, le Département du Calvados est le 5^e investissement public de Normandie, très loin derrière la Région et la Métropole, tout juste après le Département de la Seine-Maritime et la CODAH.

Commentaire n°1 : ses opposants dénoncent souvent une gestion trop prudente notamment en matière sociale, certains la qualifient de gestion "à la papa". "En bon père de famille" serait sans doute l'expression la plus appropriée, dans les actes notariés, n'est-elle pas synonyme de "mesure", de "sérieux" et de capacité à anticiper ? Ce n'est pas si mal en période d'incertitudes.

Commentaire n°2 : Jean-Léonce Dupont assume aujourd'hui un leadership de fait sur le G.5.

Et pendant ce temps-là...

• Les présidents du G.6 font un brin de "Cousette"

Toujours souriants, les présidents du G.6 (Hervé Morin et les présidents des 5 Départements) se sont retrouvés chez "Cousette", une mercerie en ligne domiciliée à Bellême (61), pour faire un brin de causette la semaine dernière.

- Dans leur communiqué d'après G.6, ils ont dit et redit "l'efficacité de leur action collective", "leur vision partagée des grands enjeux de la Normandie", leur volonté de cofinancer "les grands projets routiers", l'importance de l'aménagement numérique THD des 5 départements ; l'utilité de leur stand commun au salon de l'agriculture... Tout cela était connu.

Mon commentaire : à part ça, rien de neuf, ça fait du bien de faire un brin de "Cousette".

• Naissance prochaine de "Ports de Normandie"

Le 1^{er} janvier 2019, Ports Normands Associés et le Syndicat Mixte du Port de Dieppe donneront naissance à Port de Normandie, un syndicat mixte élargi capable de peser dans le paysage portuaire français.

À Dieppe, avant sa dissolution, le syndicat mixte du port a tenu à valider le protocole d'accord fixant les conditions de réalisation de la base de maintenance du Parc éolien du Tréport avec ADWEN et EMDT.

L'optimisme de Régis Binet.

Tout n'est pas parfait bien sûr, et il subsiste encore des incertitudes, mais Régis Binet, président de la Fédération régionale des Travaux Publics de Normandie, estime que "2018 marque un vrai retournement de conjoncture" pour sa profession et que "l'année sera satisfaisante".

- Voici ce qu'il écrit : "la commande publique s'est accélérée, les carnets de commandes progressent, le début 2019 sera d'un bon niveau."

Et pourtant, il constate que la confiance des chefs d'entreprise reste "anormalement modérée" du fait des informations contradictoires qu'ils reçoivent.

Mamadou Diop accélère.

Président-fondateur de MDI Technologies à Rouen (ingénierie et conseil en technologies), Mamadou Diop joue la double carte de la croissance externe et de l'international pour accélérer le développement de son groupe.

- Croissance externe avec l'acquisition d'AMG Technologies qui devient MDI Process à Grossœuvre dans l'Eure.

- International avec une implantation au Sénégal après le Maroc et la Turquie.

- MDI intervient principalement dans les secteurs de la défense, de l'aéronautique, de l'automobile, de l'industrie pharmaceutique et des biens d'équipement.

À noter : le siège de MDI Technologies sera prochainement implanté à Saint-Étienne du Rouvray (76), à proximité de ses ateliers de montage. Les travaux sont en cours pour une livraison fin 2019.

Christine Riou-Féron.

Monte en puissance dans la gouvernance du groupe Riou, présidé par son père Pierre Riou, dont elle devient la vice-présidente. Elle est aussi directrice générale de Riou Glass et Riou Flat Glass.

- Domicilié à Honfleur (14), Riou Glass est un groupe verrier français indépendant qui emploie près de 1000 salariés répartis dans 17 sites de transformation du verre implantés en France, ainsi que dans une usine de production de verre plat, Eurofloat, à Salaise-sur-Sanne (38).

CCI "métropolitaines"

Rouen, Caen et Le Havre reviennent au premier plan.

Les CCI "métropolitaines" veulent unir leurs forces et leurs moyens à ceux des 22 métropoles françaises afin de favoriser le développement économique durable de leurs territoires. C'est ce qu'elles ont dit à l'occasion de leur 4^e rencontre avec "France Urbaine", l'association des grandes agglomérations françaises, qui compte parmi ses membres Frédéric Sanchez, Luc Lemonnier, Benoit Arrivé, Joël Bruneau, Yvon Robert, Ahamada Dibo.

- Naturellement, l'information a été relayée par la CCI Rouen Métropole, la seule CCI métropolitaine de Normandie dont le président, Vincent Laudat, travaille étroitement avec Frédéric Sanchez. On l'a encore vu, il y a un mois, lors de l'inauguration de l'Opensèn, le guichet unique des entreprises de Rouen. Les deux hommes tirent dans le même sens.

- Le communiqué publié par les CCI et France Urbaine contient une autre information intéressante. Ses signataires réclament une fusion des CCI métropolitaines avec les CCI territoriales environnantes afin d'accroître le poids économique de leurs bassins métropolitains, et ce, "sans chercher à imposer une centralisation régionale au détriment de l'action de proximité". Est-ce que ça veut dire que les CCI métropolitaines veulent supplanter les CCI régionales ? La question mérite d'être posée.

- "En Normandie, nous ne sommes pas concernés, rassure Vincent Laudat, nous avons déjà fusionné nos CCI territoriales tout en respectant l'exigence de la proximité. Aujourd'hui, il en reste 5, nous avons défini avec Vianney de Chalus, le président de la CCI régionale, un cadre de travail et une méthode pour avancer ; la carte des CCI ne sera donc pas redessinée".

- Il n'empêche... On assiste actuellement à un retour au premier plan des CCI adossées aux gros EPCI - Rouen-Métropole, Seine-Estuaire et Caen Normandie ; les deux autres (Ouest Normandie et Portes de Normandie) se cherchant toujours et ayant du mal à se trouver sur des territoires trop "morcelés". Pendant ce temps-là, la CCI régionale qui devait être la CCI de la stratégie et des projets, semble se replier sur des missions "techniques" de back-office, la réforme consulaire n'est pas forcément celle qu'on attendait.

Mon commentaire : le retour des CCI de Rouen, du Havre et de Caen s'explique - en partie - par le soutien des grands élus de leur territoire (Frédéric Sanchez, Luc Lemonnier, Joël Bruneau) qui voient en elles un outil pratique pour décliner et démultiplier leurs politiques économiques.

Et pendant ce temps-là...

• RolloN : la Région persiste... avec des militants.

En dépit d'un démarrage difficile à Saint-Lô (beaucoup d'habitants comprennent mal l'intérêt et la valeur ajoutée d'une monnaie citoyenne entièrement numérique), le RolloN est toujours mis en avant par la Région pour soutenir les commerçants et artisans de proximité et favoriser les circuits courts dans une démarche de développement durable.

- En décembre, le RolloN est annoncé à Caen, Bayeux et Vire ; en février à Rouen, Lisieux, Évreux, Bernay et Les Andelys ; en mai au Havre, Alençon, Argentan et Mortagne ; en juin à Cherbourg et Dieppe.

- Aujourd'hui 227 professionnels normands acceptent d'être payés en RolloN dont 162 dans la Manche, 43 dans le Calvados, 12 dans l'Eure, 10 en Seine-Maritime. Ce n'est pas encore suffisant.

- L'autre enjeu est celui des consommateurs. Comment les convaincre d'utiliser ce nouveau moyen de paiement, peu connu et d'un abord compliqué ? L'affaire n'est pas simple ; aujourd'hui, l'achat en RolloN reste un acte militant pour un public de 1 500 "initiés".

Rappelons que le RolloN est le fruit de la collaboration entre la Région et l'Association de la Monnaie normande Citoyenne, laquelle a connu récemment une crise de gouvernance.

GTM : jeunes, on vous veut !

Si l'attractivité résidentielle et l'économie touristique sont les deux atouts majeurs de son territoire, Jean-Marie Sevin, président de GTM (Granville-Terre et Mer), veut surtout retenir et, si possible, faire revenir les jeunes qui s'en vont.

- Pour cela, il faut créer des emplois et donc attirer davantage d'entreprises qui, elles-mêmes, accroîtront les ressources de la collectivité. C'est aujourd'hui sa grande priorité, il vient de la réaffirmer à l'occasion de la réflexion engagée sur la stratégie de développement de l'EPCI.
- De fait, GTM ne veut pas devenir un territoire de retraités. Si la population augmente, c'est principalement en raison de l'arrivée de "papy-boomer" Normands ou Franciliens qui apprécient le cadre de vie, les liaisons faciles avec les grandes métropoles, tout en exprimant de nombreux besoins en matière d'économie résidentielle. À terme, il existe un risque de déséquilibre : des EHPAD trop pleins, des maternités trop vides.

Commentaire : curieusement, l'accueil des TPE-PME n'apparaît pas dans le contrat de territoire de GTM signé en février dernier.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

3^e conférence de la Baie.

Le Mont-Saint-Michel, c'est très lent...

À quoi servent les conférences annuelles de la Baie du Mont-Saint-Michel dont la 3^e édition s'est tenue le 10 décembre dernier à Avranches ?

- À rapprocher tous les acteurs associés à la gouvernance de la Baie pour faciliter la rédaction du plan de gestion du territoire attendu par l'UNESCO. L'exercice n'est pas facile. D'un côté, il y a l'État (représenté par Fabienne Buccio), de l'autre les Régions Bretagne et Normandie (qui ont envoyé deux vice-présidentes le 10 décembre), sans oublier les Départements de la Manche (Marc Lefèvre était présent) et d'Ille-et-Vilaine (absent), tous travaillant en lien avec la communauté d'agglomération du Mont-Saint-Michel.
- Bref, beaucoup de monde pour beaucoup de sujets - culture, tourisme, environnement - avec une question récurrente : comment organiser la captation des flux par l'arrière-pays ? Pas facile de définir de "vrais projets". Résultat, l'écriture du plan de gestion va prendre beaucoup de temps, on parle de 4 ou 5 ans. Conclusion : "le Mont Saint-Michel, c'est très lent !"
- La 3^e conférence a aussi servi à mesurer une autre lenteur : celle du processus de création de l'EPIC qu'on attend depuis bientôt 2 ans. Le 10 juillet dernier, Édouard Philippe a confirmé sa création. Mais que s'est-il passé depuis ? Rien, ou si peu. Par exemple, on attend toujours la nomination du préfigurateur qui doit lancer la machine. Redisons-le, "le Mont-Saint-Michel, c'est très lent !"

Mon commentaire : l'autre jour, tous les acteurs sont repartis bons amis, ils se sont donné rendez-vous l'année prochaine. À suivre...

Incontournable.

Sébastien Lecornu : "Monsieur collectivités".

On connaît maintenant les attributions officielles de Sébastien Lecornu au gouvernement. Le décret qui les précise indique qu'il traite "des affaires relatives aux collectivités territoriales" (compétences, finances, etc.) et qu'il participera à la mise en place "des instruments et outils contractuels d'aménagement du territoire". Rappelons que le ministre veut faire de l'Eure le "show-room" de son action politique.

À noter : Sébastien Lecornu ne pourra plus intervenir dans les décisions de l'EPF Normandie qu'il préside pour éviter les conflits d'intérêt.

Et pendant ce temps-là...

• Le premier groupe français de protection sociale.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) vient d'approuver le projet de rapprochement entre AG2R La Mondiale et le groupe Matmut. C'est l'ultime étape avant la création effective du nouvel ensemble, le 1^{er} janvier.

Avec 19,2 Md€ de cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arrco, 12 Md€ de cotisations d'assurance et 7,7 Md€ de fonds propres, le nouvel ensemble sera le 1^{er} groupe de protection sociale en assurance des personnes et de leurs biens. Il s'appuiera sur 16 000 collaborateurs et 650 agences commerciales.

• Natup : fusion Cap Seine et Interface Céréales.

Comme prévu, les coopératives Cap Seine et Interface Céréales viennent de fusionner pour former "Natup", un opérateur mieux armé pour affronter les fluctuations du marché, grâce à la diversité de ses activités : céréales, mais aussi élevage, pomme de terre, légumes, lin...

Natup est présidé par Jean-Charles Deschamps et dirigé par Patrick Aps, son siège est à Mont-Saint-Aignan (76), le port de Rouen est son moteur.

Quelques chiffres : 7 000 adhérents-agriculteurs, 1 550 salariés, 8 départements d'implantation; 1,2 Md€ de chiffre d'affaires, 30 M€ d'investissements chaque année, 2,2 Mt de grains, 1,4 Mt de capacité de stockage.